

INTERNATIONAL

Équateur

Vers une généralisation des budgets participatifs

À Quito, capitale de l'Équateur, s'est déroulé les 29 et 30 mai 2008 un séminaire international sur les budgets participatifs, dans un contexte propice à une généralisation des budgets participatifs.

Les budgets participatifs sont des outils au service des pouvoirs publics et des habitants, qui permettent à ces derniers d'attribuer une partie du budget public aux actions ou investissements qui leur semblent prioritaires. Le développement de cet outil a été soutenu par des organisations internationales telles que la Banque mondiale, UN-Habitat, Unifem et d'autres agences de coopération, au nom de la bonne gouvernance et de la lutte contre la pauvreté, mais aussi par des organisations promouvant la démocratie locale et participative. L'organisation d'un séminaire international à Quito les 29 et 30 mai sur les budgets participatifs [1] s'inscrit dans un contexte équatorien particulier. Les organisations sociales ont, en Équateur, une vraie influence sur les pouvoirs publics. Ici, pas de réunion qui ne se termine sans une table ronde de débats, sous peine que les participants n'évoquent tout de suite l'autoritarisme des organisateurs ! Sept présidents se sont succédés à la tête du pays de 1996 à 2007 ; le mandat présidentiel est de quatre ans, mais la pression populaire en a décidé autrement. Au pouvoir depuis 2007, le nouveau président, Rafael Correa, souhaite mettre en place une nouvelle Constitution. Des débats sont en cours au sein de l'Assemblée constituante,

et chaque organisation sociale peut y faire des propositions. Aujourd'hui, la législation qui encadre la démocratie locale ne prévoit pas d'autre procédure que la consultation citoyenne lors d'actions publiques. Pour autant, le débat sur l'exercice du contrôle social des citoyens sur l'action publique n'est pas résolu. Concernant les budgets participatifs, le fait de les inscrire dans la Constitution et de les rendre obligatoires au niveau local mais aussi au sein des budgets nationaux est en discussion.

Les organisations sociales ont, en Équateur, une vraie influence sur les pouvoirs publics.

Conséquences sur les politiques fiscales

Les objectifs du séminaire de fin mai étaient de quatre ordres :

- diffuser au niveau national, et plus particulièrement dans le secteur public équatorien, diverses expériences de budgets participatifs développées tant au niveau national que régional ou international ;
- contribuer à la diffusion de connaissances sur les méthodologies utilisées



pour mettre en pratique les budgets participatifs, sur la signification des résultats obtenus, sur les potentialités et les limites de ces instruments, sur les bonnes pratiques développées et sur les leçons que l'on peut tirer de leur exercice ;

- sensibiliser les autorités et fonctionnaires nationaux et locaux ainsi que les représentants et délégués des organisations de la société civile équatorienne à l'importance de cet outil de gestion dans la construction d'une société plus démocratique, intégrante et participative ;
- enfin, réfléchir et débattre sur les perspectives et les potentialités que peuvent offrir l'adoption et la généralisation de cette pratique en Équateur dans un futur proche.

Les personnes qui ont suivi le séminaire étaient des fonctionnaires et des autorités des gouvernements nationaux, intermédiaires et locaux, des associations de gouvernements locaux, des mouvements sociaux et citoyens, des centres académiques et des organismes non gouvernementaux et de coopération. Les débats les plus vifs se sont cristallisés sur les questions suivantes : en quoi les budgets participatifs contribuent-ils à l'équité sociale et de genre ?, et quelles sont les implications de cet outil sur les politiques fiscales et de gestion ? Les débats ont par ailleurs permis de démontrer un des points forts des budgets participatifs : sa flexibilité d'adaptation selon les contextes locaux.



■ Débats lors du séminaire international sur les budgets participatifs à Quito les 29 et 30 mai 2008. ■

Expérience difficile au Pérou

Cet événement marque un pas supplémentaire dans le cheminement vers la démocratie locale. S'il n'avait pas pour but de lancer une réglementation nationale, des décisions devraient pourtant voir le jour, car les autorités ont été sensibilisées à ces questions. Les techniciens en charge du budget des municipalités étaient très représentés lors du séminaire qui les a, pour la plupart, mis devant une réalité inconnue. Les organisateurs comme les participants souhaitent reproduire ce séminaire pour sensibiliser davantage et prépa-

rer les gestionnaires des villes aux modifications au sein des structures. Par exemple au Pérou, les budgets participatifs ont été rendus obligatoires pour les gouvernements locaux au moyen d'une loi. Aujourd'hui, ces processus rencontrent des problèmes. Il y a un risque réel de perte de qualité et de légitimité sociale et politique lorsque ce type d'instrument se gère de manière mécanique et sans que les conditions nécessaires à son fonctionnement n'aient été établies précédemment, tant au niveau de la structure administrative des gouvernements locaux qu'au niveau

de la propre structure sociale locale, par exemple en préparant les individus au changement et en leur assurant une formation suffisante en matière de gestion du budget participatif et de la participation citoyenne. En Amérique latine, les erreurs se paient cher, elles correspondent à des années perdues pour le développement.

Même s'il semble désormais peu probable que les budgets participatifs soient inclus dans la nouvelle Constitution, cette rencontre fera date pour faire évoluer les pratiques au sein de l'administration publique, tant dans leurs formes que dans leurs contenus. La dynamique des participants montre qu'il y a actuellement un réel intérêt pour le thème et une grande diversité d'expériences qui reflètent une conception moderne de l'administration publique. Cependant, la grande question soulevée lors des processus de participation reste de savoir comment, sans tomber dans le clientélisme, la manipulation et la cooptation ? ■

Barbara Cuffini-Valero, Centre international de gestion urbaine, ONG basée à Quito, Équateur

Pour aller plus loin :

- > www.cigu.org
- > Séminaire sur les « Les impacts des budgets participatifs dans les villes multiethniques et pluriculturelles », les 1^{er} et 2 octobre à Bruxelles / cigu@cigu.org

1 Séminaire organisé par le ministère des Finances avec l'appui du Fond de développement des Nations unies pour la femme - région andine (Unifem-RA), la GTZ-Équateur (coopération allemande) et le Centre international de gestion urbaine (Cigu).

VUES D'EUROPE

Hélène Cabioc'h, Aitec (France), membre du Réseau européen des services publics pour tous



Le Réseau européen des services publics pour tous au FSE de Malmö

Du 17 au 21 septembre, le 5^e Forum social européen (FSE) se déroulera à Malmö, en Suède. Le modèle social européen et les services publics y seront largement abordés. C'est l'occasion de se pencher sur le Réseau européen pour des services publics pour tous, issu de la dynamique des Forums. Depuis Florence, en 2002, les Forums ont été jalonnés par des mobilisations pour la défense et le développement des services publics rassemblant associations, syndicats et collectivités locales. Lors du Forum social européen (FSE) d'Athènes, en 2006, ces différentes composantes ont créé un réseau européen sur la base d'une déclaration commune, « Une autre Europe avec des services publics pour tous ». Créé dans la continuité des mobilisations unitaires contre le projet de directive Bolkestein ou encore contre l'Accord général sur le commerce des services, ce réseau vise à promouvoir le

rôle des services publics dans la cohésion sociale et territoriale et à dénoncer la transformation des services publics en biens économiques devant obéir aux seules règles du marché. Le réseau a mis en place une veille d'information, des échanges d'expérience et travaille à la construction d'initiatives et de positions communes avec la volonté de peser sur le débat institutionnel en Europe. Alors que la Commission a refusé, fin 2007, d'élaborer une directive-cadre sur les services publics, et à moins d'un an des élections parlementaires européennes, les défis que le réseau devra relever à Malmö sont de taille. ■

- > www.fse-esf.org/spip.php?rubrique85
- > www.aitec.reseau-ipam.org

Par le Programme européen de mobilité d'échanges et partenariats